Solidaires Finances Publiques 86
SYNDICAT NATIONAL

Section de la Vienne

La force de tous les agents de la DGFiP

N°33

Solidairesfinancespubliques.ddfip86@dgfip.finances.gouv.fr

LE « PHARE-CI » POITEVIN

Journal syndical d'humeur, d'humour et d'opinion

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES

UN SYNDICAT POUR TOUS LES AGENTS

Septembre 2018

LES AGENTS PRENNENT CONNAISSANCE DU DISCOURS DU MINISTRE DARMANIN DU 11 JUILLET 2018 ET DU RAPPORT CAP 22

© Daryl Cagle

Sommaire

- édito
- point sur les mouvements locaux
- une trésorerie fusionnée sur 2 sites : cherchez l'erreur !
- SIP de Poitiers : « la confiance est rompue »
- A quoi ça sert une FIM ?
- Dangé en danger ?

EDITO

« Je ne suis pas là pour parler de ce qui nous divise, mais de ce qui nous rapproche » ou comment dire ouvertement aux agents « je nie vos difficultés et je m'en moque ». C'est pourtant bien ce qu'a dit M. PERRIN au printemps face aux agents du SIP de Poitiers réunis au sujet de la fusion des secteurs. Dans ces conditions, pas surprenant que le dialogue tourne court. Car à dire vrai, il n'y a plus grand-chose aujourd'hui qui rapproche les agents du Directeur. Et certainement pas l'avenir de la DGFiP annoncé par le Ministre Darmanin le 11 juillet. Celui-ci a rappelé que l'action de la DGFiP doit être tournée vers un seul et unique objectif, la réussite du prélèvement à la source (et les autres missions on s'en fout ?)

Mais cet objectif immédiat ne doit pas occulter les autres, notamment :
- création d'une agence du recouvrement fiscal et social
- transfert de la mission d'accueil vers des maisons de services publics
- gestion du numéraire à un réseau (La Poste, buralistes,..?) suite à un appel d'offres
- mise en place d'un compte financier unique quelle que soit la taille de collectivité

Et ce n'est rien par rapport aux préconisations du rapport CAP22 qui précise notamment que « l'externalisation a toujours constitué l'une des manières de réaliser le service public ». Tout est dit : la volonté est bien de transférer des pans entiers de missions vers le privé.
Pour les missions qui resteront, les agents devront s'asseoir sur leur statut : le rapport conseille entre autres de supprimer les CAP de mobilité et promotions actuelles, d'utiliser plus systématiquement la part variable de la rémunération, d'élargir le recours aux contrats de droit privé.
Pour Solidaires Finances Publiques, la Fonction Publique et les services publiques sont un élément fondamental de cohésion sociale et de redistribution des richesses. La réduction de la voilure des services publiques ne peut que creuser les fractures sociales qui mettent à mal notre société.
Pour nous, une Fonction Publique qui œuvre aux missions de service public de façon impartiale et égale pour tous dans l'intérêt général est essentielle, et seul le statut général de la Fonction Publique le garantit.

POINT SUR LES MOUVEMENTS D'AFFECTATION LOCALE

La situation des effectifs est déficitaire. Ainsi au 1er mai 2018 (avant le mouvement donc), certains services subissaient des vacances de B et C supérieures ou égales à 40 % de leur effectif total au tagerfip.
Si les mouvements peuvent améliorer certaines situations, ils ne répondent en rien aux besoins réels des services. Par ailleurs, si l'arrivée d'agents C durant l'été va faire du bien, il va falloir compter sur l'investissement des personnels pour former ces nouveaux agents

Les CAPL locales d'affectation qui se sont tenues les 29 mai, 14 et 21 juin restent marquées par plusieurs éléments :

- la situation des effectifs est déficitaire pour tous les grades et ne peut qu'augmenter les difficultés des services.
- la règle de l'ancienneté administrative est respectée pour l'établissement des mouvements (hors priorités)
- de très nombreuses demandes sont des régularisations suite à suppression – fusion de structures (exemple de la trésorerie de Poitiers fusionnée) ou à stabilisation (agents ALD obtenant un poste fixe)
- 82 agents ont obtenu une affectation locale. Avec des mesures de gestion pour 26 agents ALD, ce sont au final quasiment 20 % des agents de la Vienne qui sont concernés par le mouvement local.
- enfin, hasard ou pas, beaucoup d'agents « fuient » les futurs services fusionnés. C'est particulièrement flagrant pour la trésorerie de Biard (4 agents et contrôleurs sur 6 ne rejoignent pas la trésorerie) et des contrôleurs du SIP de Poitiers.

Solidaires Finances Publiques dénonce des mouvements d'affectation bien trop marqués par de nombreuses mobilités forcées, une « fuite » d'une structure bientôt fusionnée équivalant pour nous à une mobilité forcée. Sans la fusion, certains agents n'auraient pas demandé leur mutation.
Solidaires Finances Publiques craint que les attaques répétées contre les agents, tant de la Direction nationale que locale, qui instaurent instabilité et angoisse, ne soient pas sans conséquences sur la santé des agents. Si tel devait être le cas, l'administration en porterait la pleine et entière responsabilité.

UNE TRESORERIE FUSIONNEE SCINDEE SUR 2 SITES : CHERCHEZ L'ERREUR !

Deux ans de préparation, de réflexion et finalement de vaines gesticulations pour s'apercevoir que les conditions de sécurité et les coûts interdisent la réalisation d'une trésorerie fusionnée rue Saint Louis.
Résultat : elle sera faussement fusionnée car scindée en deux, puisque les services amendes et régies s'installeront rue Riffault, avec des agents de la rue St Louis faisant la navette entre les deux sites.
Au moment de rédiger ce journal, si l'organisation n'était pas figée, une certitude demeure : cette fusion sur deux sites est une aberration qui ne peut que compliquer la vie des agents.

Dès le début les agents des deux postes, relayés par Solidaires Finances Publiques, avaient émis de fortes réserves sur le projet de la Direction locale. Force est de constater qu'ils avaient raison.
Ce n'est pas du tout la même chose d'avoir une trésorerie sur 2 sites plutôt que 2 trésoreries sur 2 sites.
Ce sont bien les conditions de travail des agents qui vont s'en trouver dégradées. Et les agents de Biard ne s'y sont pas trompés puisqu'une majorité a demandé et obtenu une autre affectation que la trésorerie fusionnée.
Mais les difficultés sont bien réelles pour ceux qui restent. Les agents refusent de travailler sur les deux sites. C'est soit sur l'un, soit sur l'autre. Pour Solidaires Finances Publiques, ils doivent être entendus et n'ont pas à subir une installation aussi scandaleuse qu'inique.
Et les inquiétudes ne sont pas prêtes d'être terminées. Car déjà une autre question taraude les agents : faudra-t-il rapidement défaire cette fusion pour rassembler en une seule trésorerie toutes les communes de la périphérie de Poitiers issues aussi bien des trésoreries de Biard que de St Georges ou de St Julien ? Au vu des suppressions de trésoreries subies ces dernières années, toutes les monstruosités sont envisageables. Mais les agents des deux postes ont bien compris qu'ils ne peuvent rien attendre de positif surtout si le Directeur se borne à vouloir ne parler que de ce qui rapproche et non de ce qui divise !

SIP DE POITIERS : « LA CONFIANCE EST ROMPUE »

Lors de la réunion des agents du SIP au printemps à laquelle participait le directeur départemental, ceux-ci ont exprimé leur désarroi de constater que les travaux envisagés ne seraient pas réalisés, et leurs inquiétudes quant aux modifications des conditions de travail. Cette expression était traduite par un agent par ces propos : « la confiance est rompue ». Pour toute réponse, le Directeur a assumé les décisions prises et a rappelé deux fois qu'il n'était pas là pour parler de ce qui divise, mais de ce qui rapproche. Circulez il n'y a rien à voir !

Depuis le début il a été répété aux agents et contrôleurs de secteurs inquiets de la fusion que les contrôleurs chargés du CSP avaient vocation à leur apporter de l'aide.
Patatras ! Sans crier gare, à la fin des CAPL, le Directeur anticipe le transfert de la mission de CSP des particuliers au PCRP et décide de détacher 2 contrôleurs du SIP vers le PCRP. Fini les renforts internes au SIP !

Il ne faut jamais croire aux belles paroles, mieux vaut croire aux belles preuves ! la confiance se gagne lorsque les promesses se tiennent.

Dans ces conditions, l'expression « la confiance est rompue » traduit bien le sentiment de l'ensemble des agents du SIP et pas d'un seul. La preuve, une pétition spontanée a été massivement signée pour dénoncer ce que les agents considèrent comme une spoliation des forces vicvs du SIP.
Alors que 60 % des agents du SIP ont moins de 3 ans d'ancienneté, ce sont des contrôleurs expérimentés qui sont prélevés. Au final, quid de la gestion des secteurs ? Qui pour former les nouveaux agents ? Qui pour traiter le gracieux et le contentieux ? Quid du renfort de l'accueil lors de la sortie des rôles ? Qui pour traiter les accueils personnalisés sur rendez-vous ? Qui pour répondre aux questions les plus pointues ? Le PCRP ? Qui pour aider à la mise en place du prélèvement à la source ?

Par ailleurs, la réalisation du CSP est la meilleure méthode pour maintenir et étendre ses compétences techniques. En ôtant aux collègues du SIP la réalisation du CSP d'initiative, on les prive des moyens de se former. Dans ces conditions, comment pourront-ils à terme répondre valablement aux questions les plus complexes ?

Pour Solidaires Finances Publiques, l'attitude du Directeur, outre ses décisions, accentue le malaise général des agents du SIP.
Non Monsieur le Directeur les agents ne sont pas pessimistes, ils sont justes lucides. Et la lucidité vaut toujours mieux qu'un optimisme béat.

Mais aujourd'hui leur lucidité les conduit à très bien mesurer les difficultés qui les attendent et ils ont bien compris qu'ils seraient tout seul pour y faire face. Solidaires Finances Publiques sait qu'avec leur conscience professionnelle ils vont faire face mais à quel prix ? Au détriment de leur santé ?
En n'apportant pas les moyens humains nécessaires, l'administration portera la pleine et entière responsabilité des conséquences néfastes pour les agents de ses choix.

À QUOI CA SERT UNE FIM ?

Les réunions mensuelles d'information qui aboutissent à la rédaction d'une fiche par les chefs de service interrogent de plus en plus les agents sur leur utilité. En effet, à l'usage, de trop nombreuses questions finissent au mieux avec une réponse insuffisante, au pire sans réponse du tout. Il en résulte un sentiment de perte de temps généralisé.

Elles peuvent même avoir un effet contraire dévastateur. Par exemple au SIP de Poitiers (mais on pourrait en trouver ailleurs) : dans chaque FIM depuis des mois les agents ont dénoncé le manque de disponibilité de leurs contrôleurs (malgré une volonté sans faille de leur part) du fait des surcharges de travail et de la multiplicité des besoins. Et en réponse à cette question récurrente, la Direction… prélève deux contrôleurs.

Surtout qu'en ces périodes où les effectifs (et donc le temps de travail) manquent, les agents aimeraient utiliser le temps des FIM pour un travail plus « productif ».

Solidaires Finances Publiques, sur la base des remontées des camarades de la Creuse, était sceptique sur l'utilité de ces FIM, surtout à une cadence mensuelle. L'expérience confirme les craintes. Il n'y a guère que le Directeur à en être très satisfait.

De plus en plus d'agents souhaitent boycotter ces réunions mais s'interrogent s'ils en ont le droit. Pour Solidaires Finances Publiques, en l'absence de message clair du chef de service indiquant que leur présence est obligatoire, rien ne les oblige à y assister du moment qu'ils sont sur leur poste de travail.

VOTEZ! Du 29 nov. au 6 déc. 2018 Élections professionnelles Solidaires Finances Solidaires Finances Publiques
VOTEZ! Du 29 nov. au 6 déc. 2018 Élections professionnelles Solidaires Finances Solidaires Finances Publiques
VOTEZ! Du 29 nov. au 6 déc. 2018 Élections professionnelles Solidaires Finances Solidaires Finances Publiques
VOTEZ! Du 29 nov. au 6 déc. 2018 Élections professionnelles Solidaires Finances Solidaires Finances Publiques

Après les fermetures de Lussac et Gençay, DANGE en DANGER ?

Début mai, la Trésorerie des Collectivités du Châtelleraudais (TCC) présentait un effectif déficitaire de -6,9 quand la Trésorerie de Dangé affichait un solde positif de +1,9 (4 agents sans compter le chef de poste)
Face aux difficultés, réelles, de la TCC, la direction a détaché 2 agents de Dangé 1 semaine sur 2 à la TCC.
Pour Solidaires Finances Publiques, si la nécessité de renforcer la TCC est indéniable, la méthode utilisée génère beaucoup d'interrogations.
Alors que Dangé effectue déjà des travaux pour la TCC dans le cadre du système d'entraide instauré en début d'année par la Direction, pourquoi lui prélever des agents plutôt que d'accroître les tâches de la TCC à effectuer par Dangé ?

Cette méthode prouve bien que Solidaires Finances Publiques avait raison de dire que l'entraide ne compense en rien le manque d'emplois et qu'il est plus facile de travailler avec les collègues du poste aidé qu' à distance.
Par ailleurs prélever à la veille des congés d'été 2 agents sur un poste qui n'en comprend que 4 ne peut que fragiliser le service pendant la période estivale. La Direction a donc décidé que Dangé pouvait se passer d'ouvrir au public les mardi et vendredi d'août. Pour Solidaires Finances Publiques, il est honteux de devoir choisir quel public a le droit de profiter de l'ouverture par rapport à un autre. Cette façon d'opérer est l'antithèse d'un service public équitable et de qualité.
Enfin, le transfert du recouvrement des impôts au SIP en 2019 nécessite d'apurer au maximum les restes à recouvrer pour ne pas mettre en difficulté le SIP. Pour Solidaires Finances Publiques, ce n'est pas en prélevant des emplois que cette tâche pourra être correctement effectuée.

Pour Solidaires Finances Publiques, la TCC a besoin d'emplois pérennes et non de rustines. Par ailleurs, en cas d'absences temporaires, ce sont les agents EDR qui ont vocation à les compenser, pas des agents en détachements.
Au final, le manque d'emplois fait souffrir l'ensemble des services et la réponse apportée par la Direction à la TCC met en porte-à-faux l'ensemble des agents des deux structures concernées.
Mais cette décision montre bien le peu d'intérêt qu'éprouve la Direction pour les petits postes qu'elle considère sans doute comme devant fermer.
Pour Solidaires Finances Publiques, le maintien des services publics de proximité est une nécessité.

Si ce journal ne présente que quelques exemples, ce sont bien tous les services qui souffrent. Et le sentiment d'abandon tant par la direction nationale que locale est très prégnant.
Pour Solidaires Finances Publiques, si la résignation semble être la norme, l'administration aurait grand tort de considérer que ses réformes sont acceptées par la majorité.
Les taux de grève et les nombreuses mobilisations à travers le pays prouvent le contraire.
Et suite aux annonces ministérielles, le point de rupture où les agents n'auront plus rien à perdre arrive à grands pas.
Pour Solidaires Finances Publiques, il est urgent d'amplifier la mobilisation.

Pour nous contacter : solidairesfinancespubliques.ddfip86@dgfip.finances.gouv.fr
Patrick FORGET: secrétaire de section, Tel : 05.49.38.25.43
PCRP, 15 rue de Slovénie, BP 565, 86021 POITIERS CEDEX
Site national : **contact@solidairesfinancespubliques.f**